

Pouvoir d'emprunt

Quant aux taxes, le gouvernement fédéral prélève davantage, sur le litre d'essence, que ne prennent les provinces de l'Alberta et de l'Ontario réunies. L'imposition fédérale est, je pense, de l'ordre de 14 ou 15c. le litre, tandis que la taxe provinciale, en Ontario et en Alberta est d'environ 7c. par litre. Comment le député a-t-il pu poser ces questions, je me le demande.

M. le vice-président: La période de questions est terminée. Je donne maintenant la parole au député d'Ontario (M. Fennell).

M. Scott Fennell (Ontario): Monsieur le Président, je suis toujours heureux de parler à la Chambre, mais je ne peux pas dire que je sois heureux d'étudier les projets de loi. Il est toujours difficile de suivre mon collègue le député de Capilano (M. Huntington) parce qu'il s'exprime toujours très brièvement.

La première question que je voudrais poser est la suivante: combien de fois le gouvernement reviendra-t-il à la charge cette année? Je parle de 1983. Le gouvernement présente des prévisions budgétaires. Nous les recevons un jour après la présentation du projet de loi à la Chambre. En consultant les prévisions budgétaires de l'année dernière, on constate qu'il n'y a pas de comparaison entre les prévisions budgétaires et l'argent que dépense le gouvernement. D'après le pourcentage de l'année dernière, cette année, le gouvernement dépensera 94,5 milliards de dollars. C'est une prévision. On a fait des prévisions l'année dernière et elles ne voulaient rien dire. Le gouvernement n'est plus du tout maître de la situation. Pendant le débat, on entend parler d'expédients comme le programme RELAIS et le programme d'emplois d'été pour les étudiants. C'est un dialogue politique formidable. Le gouvernement augmente le budget et ses dépenses, mais il ne crée pas un seul emploi permanent.

L'autre jour, j'ai appris que la Californie payait ses employés avec une reconnaissance de dette.

M. Fisher: M. Huntington l'a dit il y a 20 minutes.

M. Fennell: Je n'ai pas entendu. Je m'excuse, je n'étais pas là à ce moment-là. La Californie est fauchée.

M. Ouellet: Vous venez de féliciter le député pour son beau discours.

M. Fennell: Si le gouvernement de la Californie était à la place du gouvernement fédéral, il n'aurait pas de problème car le gouvernement fédéral fait marcher la planche à billets. C'est en partie ce qui me tracasse. Le gouvernement se mettra dans un tel pétrin qu'il devra fabriquer de l'argent sans jamais demander l'approbation de la Chambre des communes. Cette année, je réclame que cela soit fait. La situation est grave.

Le député de Thunder Bay-Atikokan (M. McRae) a dit que nous sommes sur la bonne voie, que la reprise est en vue. Pas du tout. Le chômage a encore augmenté ce mois-ci; on ne peut pas dire que ce soit la reprise. Les gens font faillite en plus grand nombre qu'il y a six mois; ce n'est pas un signe de reprise. Non, nous sommes encore très loin de la reprise économique; en fait, nous sommes dans une situation désespérée.

Je voudrais diviser ce projet de loi en deux parties. La première partie me paraît compréhensible. Nous avons eu un budget des dépenses, des déclarations, des prévisions budgétaires et des budgets supplémentaires. Nous comprenons fort bien que le gouvernement est dans le pétrin et qu'il a besoin de cinq

milliards de dollars. Cette partie du projet de loi me semble acceptable. Mais il est inadmissible que le ministre des Finances (M. Lalonde), un ancien ministre de l'Énergie, vienne demander 14 milliards de dollars à la Chambre, avant même que nous ayons eu l'occasion d'étudier le budget des dépenses, et alors que nous n'avons aucune idée de ce que contiendra son prochain budget. Je dis son prochain budget parce qu'il nous a déjà présenté un budget en 1980, en même temps que son programme énergétique national. Nous ne sommes pas en mesure d'étudier ce projet de loi à l'heure actuelle. J'en appelle à cette bande d'arrogants incompetents pour qu'ils divisent le projet de loi en deux parties distinctes. Qu'ils réclament l'argent dont ils ont besoin tout de suite, qu'ils présentent un budget et qu'ils demandent ensuite des fonds supplémentaires, et nous examinerons alors cette demande en temps et lieu. On dirait quasiment que le gouvernement sait qu'il a perdu les pédales. Nos vis-à-vis ne cessent de rire, de faire des farces, de crier et de hurler.

M. Waddell: C'est Chrétien.

M. Fennell: Mais les Canadiens, eux, ont peur. Mes enfants ont peur. Qui donc paiera la note, monsieur le Président? Nous avons épuisé notre crédit auprès de la population. Le gouvernement a perdu tout contact avec la réalité. Ses propres députés se fichent royalement de l'argent que l'on dépense.

Je vais passer en revue la séquence des événements. En 1968-1969, au cours du premier mandat du premier ministre (M. Trudeau), qui règne encore à l'heure actuelle le gouvernement a dépensé douze milliards de dollars. Cette année, le gouvernement prévoit de dépenser 88,9 milliards. Cela m'étonnerait que le gouvernement ne crève pas le plafond des 100 milliards. Le sourire du ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources (M. Chrétien), prouve que j'ai probablement raison. Il a un problème. Je dois dire que je respecte le ministre de l'Énergie. Il s'attaquera à ce problème, mais il s'agit certes d'un problème grave.

M. Cosgrove: Contentez-vous donc d'avoir confiance en lui et de le respecter. Votre respect sonne faux.

M. Fennell: Je parle d'un ministre en particulier. Il sait de quoi je parle. Il a hérité d'une caisse fabuleuse dont les fonds se sont subitement évaporés. Ça pose un problème effectif. Je tiens à vous dire une chose, monsieur le Président, j'aime autant que ce soit le ministre de l'Énergie, plutôt que son prédécesseur.

• (1610)

Je vois mal comment nous pourrions faire confiance au ministre des Finances après que celui-ci a fait des déclarations au cours des trente-six dernières heures que les Canadiens ne peuvent croire.

M. Cosgrove: Voilà que vous voulez aussi mettre sa probité en doute. Ne vous égarez pas.

M. Fennell: Le ministre d'État aux Finances (M. Cosgrove) est la preuve vivante que le gouvernement est devenu une véritable imposture et que cette institution elle-même n'est plus qu'une vaste farce. On nous oblige à adopter des projets de loi sans nous laisser le temps d'en débattre.

M. Ouellet: Qu'est-ce que nous faisons en ce moment?